NOTE OF AUTHORITIES

QUOTED ON THE PART OF

JOSEPH KNIGHT, a Negro.

SERVITUTEM tamen adeo exhorruere majores nostri, ut uno ferme libertatis nomine atque fama Grecis, juxta ac Latinis monumentis, maxime celebrati sunt Germani. Atque hinc servitus paulatim ab usu recessit, ejusque nomen hodie apud nos exolevit, adeo quidem ut servi, qui aliunde huc adducuntur, simul ac imperii nostri fines intravunt, *invitis ipsorum dominis* ad libertatem proclamare possint; id quod et aliorum Christianorum Gentium moribus receptuus est. Groenwegen. de Leg. Abrog. ad inst. lib. 1. tit. 8.

Vinnius, after making similar observations, lays it down as follows: Porro in hisce regionibus servos plane nullos habemus aut agnoscimus, adeo ut judicatum sit a summo consilio, quod est Mechliniæ, etiam eos servos, qui in Hispania empti cum dominis suis in has partes veniunt, in libertatem proclamari posse, liberosque fieri, sive libertatem iis, quamdiu hic sunt, jurisdictione defendi. In Gallia quoque servos licet peregrinorum, ut primum regni fines penetraverint, eodem momento liberos fieri, exempla rerum judicatarum ostendunt, ad inst. lib. 1. tit. 3. He quotes several authorities, and in particular Christin. v. 4, decis. 80.

Voet, ad lib. 1. tit. 5. § 3. ff. likeways concurs and lays it down, Ut si servus regionum nostrarum, ac plurium gentium aliorum fines intraverit, etiam invito domino possit confestim ad libertatem proclamare.

M. le Clerc Procureur Generale, in delivering an opinion in the case of Boucaux, according to which the Parliament of Paris gave judgment in the 1738 or 1739, takes notice of the following facts: Qu'en l'anné 1571, une marchand de Normandie, ayant amené a Bordeaux

Bordeaux pluſieurs Maures pour les vendre, le Parlement de Guyenne, par un arrêt ſolemuel, les mit tous hors d'eſclavage, parceque la France mere de liberté ne permit aucuns eſclaves. He quotes an authority for the fact. He proceeds,

Ou trouve auſſi dans l'hiſtoire ce trait remarquable; que la Galere Generale de l'armée Eſpagnole, ayant eté emportée par un courant d'eau, ſur le Sable, près du port de Calais; le gouverneur de la ville envoya au Roi Henry III. qui etoit pour lors a Chartres avec M. le Duc de Guiſe, tous les Forçats qui etoit dans cette Galere; L'Ambaſſadeur d'Eſpagne eut recours au Duc de Guiſe, pour obtenir de ſa Majeſté que les Forçats lui fuſſent remis, attendus la paix qui etoit entre les deux couronnes: le Duc de Guiſe employa en effet ſon credit, pour obtenir cette faveur; mais le Roi dit qu'il falloit en deliberer au Conſeil. Cependant continuë l'hiſtoire, *&c.* Le Conſeil ſe tint, ou, nonobſtant toutes les remonſtrances de l'Ambaſſadeur d'Eſpagne vu qu' c' etoit des Turcs, Maures and Barbares que l'Eſpagne avoit rendus eſclaves, *par le hazard de la guerre, et qu'ils etoient par le meme hazard arrivés en France*, ou l'on n' uſoit ni d'eſclaves ni de Forçats, ſi n' etoient malfaiteurs; il fut dit qu'ils avoient acquis leur liberté, et qu'etant ſortis de guerres du Turc, avec lequel les François avoient alliance, ils ſeroient renvoyés a Conſtantinoples, par la voye de Marſeille, avec chacun un ecu.

In this caſe of Boucaux, the forms preſcribed by the edict 1716, by which a maſter would be intitled to preſerve his property in a ſlave brought from the colonies, were not obſerved, juſt as an author ſometimes neglects to enter his work in Stationers-hall. Accordingly, judgment was pronounced in theſe terms: Nous diſons et declarons la partie (the negro client) de Mallet etre libre, de ſa perſonne et biens *des ſon arrivèes en France*, &c.

Deniſart, in his collection of Deciſions, tome 3. voce Negres, after enumerating the articles of the edict of 1685, obſerves, Ces reglements n'ont pour objet que la police locale de nos colonies, et le droit des maitres qui y recident ſur leurs eſclaves negres; mais comes les habitants de ce pays amenent ou envoyent ſouvent des negres en France, ou par un long uſage, qui a force de loi, les eſclaves deviennent libres, des qu'ils on *le bonheur d'y entrer*; *il a fallu une loi preciſe pour conſerver aux maitres leur droit ſur les eſclaves negres qui viennent en France*: et c'eſt dans cette vue qu'a ete donné l'dit du moi d'Octobre 1716, contenant quinze articles. Il a eté regiſtré au Parlement de Baſançon le 24 Novembre ſuivant. On le retrouve dans le recueil de ce Parlement, tome 5. p. 83.

Cet

Cet edit a eté interpreté par un declaration du 15 Decembre 1738, qui en a meme abrogé plusieurs dispositions : Voici en substance ce que contiennent les articles qui subsistent, & dont l'execution a eté ordonnée par la declaration de 1738.

L'Article 6. defend a toutes personnes d'enlever ni sous traire en France les esclaves negres de la puissance de leur maitre, a peine de repondre de la valeur de l'esclave & de 1000 livres d'amende.

L'Article 8. veut que tout ce que les esclaves acquerront en France, pendant leur sejour appartienne aux maitres, a la charge de les nourrir.

Lorsque les maitres qui ont amené, ou envoyé des esclaves negres en France viennent a décéder les esclaves restent sous la puissance des heritiers du maitre, lesquels sont obligés de les renvoyer dans les colonies pour etre partagés avec les autres bien de la succession.

Quand les esclaves negres decedent en France, leur pecule, s' il s' en trouve, appartient a leur maitre.

Les esclaves ne peuvent être ni vendus ni echangés en France ; il ne peuvent pas meme y etre saisis par les creanciers du maitre.

Ils ne peuvent non plus ester en jugement en France en matiere civile, si ce n'est sous l'autorité de leur maitre.

Les habitans de nos colonies qui viennent s' establir en France, doivent renvoyer leur negres a la colonie dans l'année du jour qu' ils ont cessé d' être colons.

On looking into the edict whence the above is extracted, the 14th article is found to lay it down, That negro slaves who escape to France from their masters in the colonies, shall not be able to pretend, that they have by that means acquired their liberty. And article 7th provides, That negro slaves carried to France, in terms of the edict, cannot marry there without the consent of their masters, and that such consent when obtained operates their freedom.

The pursuer is not possessed of the edict of the 15th December 1738. Denisart gives some abstracted excerpts from it. On comparing them with the edict 1716, the purpose of the new edict seems to be *1st*, To enforce the requisite consentment of the commandant of the colony to the transportation to France of a negro slave. *2d*, To augment the formalities prescribed for preserving the property in France. *3d*, To provide that the omission of these formalities shall vest the property of the negro in the King, for the purpose of sending him back to the colonies. *4th*, To provide a similar confiscation, if slaves, imported according to the forms required, for the purpose of learning a trade, are not sent back within

in

in three years, or for accompanying and ſerving their maſters within one year of their importation, together with a penalty of 1000 livres for the neglect. *5th,* That ſlaves thus imported cannot be manumitted in France by their maſters, except by the teſtament of maſters dying within the three years, or one year; and accordingly marriage is forbid to the ſlaves, even with the conſent of their maſter.

Deniſart afterwards goes on thus: L' edit 1716 & la declaration 1738, ne paroiſſent pas avoir ete regiſtrés au parlement de Paris; je crois même qu' ils n' y ont jamais ete preſentés, parce qu' on les a conſiderés comme contraire au droit commun du royaume, ſuivant lequel tout homme eſt libre, des qu' il habite dans les pays ſoumis a nos Rois.

Les exemplaires de ces edits que j' ai ſous les yieux, font mention; ſçavoir l' edit 1716, d'un en regiſtrement au parlement de Dijon & la declaration de 1738 de l' enregiſtrement au parlement de Rennes. Je crois qu' elle a auſſi ete enregiſtrée au parlement d' Aix. L' imprimé de cet edit qui ſe trouve a l' ordre de ſa date dans le code de Louis XV, porte qu' il a ete regiſtrê dans tous les parlements & conſeils ſuperieurs excepté Paris.

L' edit du mois d' Octobre 1716, a auſſi ete regiſtré au parlement de Grenoble le premier Decembre ſuivant.

Un nominé Franciſque negre né a Pondichery, y fut acheté, n'etant âgé que de huit ans, par le Sieur Brignon, qui le fit paſſer en France, a Saint Malo ou il le joignoit un an ou deux aprés & l' emmena enſuite a Paris.

Franciſque, qui etoit en France depuis dix ans, quitta le Sieur Brignon, contre le gre de celui ci, ſous pretexte de mauvais traitements, & alla ſervir ailleur en qualite de domeſtique, bientot aprés il fut arrêté & conduit a bicêtre, de l'ordre du Roi; d'ou il fut transféré a la conciergerie du palais.

Alors Franciſque fit aſſigner le Sieur Brignon a l'amerauté & demanda que conformément aux loix du royaume, il fut declaré libre de l'eſclavage ou il etoit, avant d'arriver en France.

La defenſe du Sieur Brignon fut qu' il avoit remplis les formalités preſcrites par le Code Noir, pour la conſervation des droits des patrons ſur leurs eſclaves; qu' il avoit fait & réitéré ſes declarations au greffe de l'amerauté de Saint Malo; qu' il offroit de renvoyer Franciſque dans nos colonies, &c.

Franciſque repondoit, que le Code Noir n'etoit pas regiſtré au Parlement, & qu' on ne pouvoit pas en argumenter dans ſon reſſort, que les diſpoſitions de ce Code ne concernent que les Americains & les Africains & non les negres de l'Indoſtant, qui ſont des peuples libres; que d'ailleurs le Sieur Brignon n'avoit pas fatisfait

fait

fait aux reglemens preſcrits pour les eſclaves negres, puiſqu' il l'avoit amené en France, ſans permiſſion du Gouverneur du lieu du depart. comme le preſcrivoient les articles 1, 2, 3, & 4, de la declaration de 1738; qu' il n'avoit pas fait de declaration au ſiege de la table de marbre a Paris, en conformité de cette meme declaration; qu' enfin le Sieur Brignon n'etoit pas habitant des colonies; que par conſequent il ne pouvoit, demeurant en France depuis dix ans, ſans eſprit de retour, conſervés des eſclaves; que d'ailleurs il etoit non recevable a conteſter, parce qu' il avoit reconnu Franciſque pour etranger, en lui demandant la caution, *judicatum ſolvi*, &c.

Les raiſons de Franciſque prevalurent; & par ſentence du 16 Juin 1758, confirmée par arrêt rendu en la Grande Chambre, le Mercedi 22. Août 1759, ſa liberté & ſes concluſions lui furent accordées.

" In the 11th year of Queen Elizabeth's reign, one Cartwright " brought a ſlave from Ruſſia, and would ſcourge him, for which " he was queſtioned; and it was reſolved, that England was too " pure an air for a ſlave to breathe in." Ruſhworth Vol. II. p. 468. This caſe does not reſt upon the authority of Ruſhworth, it was quoted by thoſe who, in the Houſe of Commons, managed the impeachment of the Judges of the Star-Chamber who condemned John Lilburn.

In an action of *indebitatus aſſumpſit*, in the King's Bench, by Smith againſt Brown and Cooper, the plaintiff had paid L. 20 for a negro, ſold by him to the defendants in London; and, on a motion, in arreſt of judgment, the Court held, that the plaintiff ſhould have averred in the declaration, That *the negro, at the time of the ſale, was in Virginia; and that negroes, by the laws and ſtatutes of Virginia, are ſaleable.* Mr Juſtice Powell ſaid, " That in a villein " the owner has a property; the villein is an inheritance, but the " law takes no notice of a negro." Lord Chief Juſtice Holt ſaid, " That one may be a villein in England, but that as ſoon as a " negro comes into England, he becomes free." 1. Salk. 666.

In the caſe of Shanley and Halvey, determined in Chancery by Lord Chancellor Northington in March 1762, the queſtion was between a negro and his former maſter, who claimed the benefit of a *donatio mortis cauſa* made to the negro by a Lady, on whom he had attended as a ſervant for ſeveral years, by the permiſſion of his maſter. Lord Northington diſallowed the maſter's claim with great warmth, and gave coſts to the negro; he particularly ſaid, " as ſoon as a man puts foot on Engliſh ground he is free: A ne- " gro may maintain an action againſt his maſter for ill uſage, and " may have a *Habeas Corpus*, if reſtrained of his liberty." Hargrave's argument, p. 58. 59.

The caſe of Somerſet is in the papers.